

Lueur d'espoir : votre aide a permis de changer durablement la vie de milliers de personnes

Rapport annuel 2014





Chère lectrice, cher lecteur,

Qui sait faire du « bio » s'en sort mieux. Les méthodes modernes d'agriculture écologique permettent d'améliorer le rendement et d'économiser de l'argent, car elles se passent de pesticides et d'engrais chimiques. Mais comme chacun sait, on ne s'improvise pas agriculteur bio : il faut des connaissances et de la pratique. Un sarclage plus fréquent et l'abandon des monocultures au profit des cultures mixtes doivent compenser l'utilisation de pesticides.

SWISSAID soutient des formations, des écoles d'agriculture écologique, notamment en Inde. Les enseignants louent de petites parcelles de terre sur lesquelles ils instruisent les familles de paysans. Celles-ci apprennent à semer, à fertiliser, à sarcler et à récolter selon des méthodes biologiques, sans produits chimiques importés au prix fort, ni génie génétique, et avec des variétés de semences locales.

L'agriculture écologique ne se généralise vraiment que lorsque ses bénéfices sont visibles et mesurables par toutes et tous. Or, cela n'est pas toujours le cas. Car les sécheresses et les intempéries détruisent des récoltes, peu importe qu'elles soient biologiques ou traditionnelles.

Les efforts de SWISSAID portent cependant leurs fruits. Chaque mètre carré de culture biologique contribue non seulement à nourrir des populations, mais aussi à protéger le climat et à préserver la biodiversité. Les paysans bio réussissent, en Suisse comme dans les pays du Sud.

C'est l'une des raisons pour laquelle nous avons intitulé notre campagne annuelle « L'agriculture bio : la meilleure recette contre la faim ». Les paysans les plus déshérités sont curieux et ont soif d'apprendre. Ils comprennent l'intérêt d'économiser le coût des engrais et des pesticides afin d'accroître leurs revenus. Mais pour éliminer la pauvreté, il faut aussi protéger la propriété. C'est pourquoi SWISSAID s'engage pour que les populations locales fassent valoir leurs droits sur les terres et les forêts et puissent faire inscrire ces dernières dans les registres fonciers.

Les recettes qui fonctionnent ressemblent à celles de la Suisse du XIX^e siècle : potagers et arbres fruitiers peuvent aider les familles à se nourrir elles-mêmes toute l'année. Ils apportent un complément au maigre salaire perçu pour le travail sur les plantations ou dans les villes, pour que les plus pauvres aient une vie meilleure.

Merci d'avoir soutenu notre travail tout au long de l'année passée !

Rudolf Rechsteiner

Rudolf Rechsteiner, économiste, président de SWISSAID

Suisse	
Les campagnes et événements marquants de SWISSAID en 2014	4
Nicaragua	
Des opportunités pour les jeunes	5
Equateur	
Récolter l'eau de pluie pour irriguer	6
Colombie	
S'unir pour développer son village	7
Myanmar (Birmanie)	
Comment bien choisir ses semences ?	8
Inde	
Des jeunes unis contre la discrimination	9
Tanzanie	
Des pressions pour imposer les OGM	10
Niger	
Finie la corvée d'eau !	11
Tchad	
Alléger le travail des femmes	12
Guinée-Bissau	
Finie la déforestation sauvage !	13
Bilan et commentaire	
Analyse de la responsable des finances	14
Rapport de performance	
Comment assurer l'efficacité des projets de développement ?	18
Un grand merci...	
...à nos donateurs	24



Couverture :

Une paysanne de Guinée-Bissau arrose son champ d'oignons au petit matin. La récolte lui permet d'enranger un revenu qui lui est nécessaire pour faire face à l'écolage de ses enfants et aux frais médicaux.

Photo : Mitja Rietbrock

Impressum

SWISSAID

Edité par SWISSAID,

Fondation suisse pour la coopération au développement

Bureau de Berne : Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5, centrale

téléphonique 031 350 53 53, rédaction 031 350 53 73,

fax 031 351 27 83, courriel : postmaster@swissaid.ch

Antenne romande : rue de Genève 52, 1004 Lausanne,

téléphone 021 620 69 70, fax 021 620 69 79, courriel :

postmaster@swissaid.ch **Rédaction :** Pia Wildberger, Zora Schaad,

Catherine Morand, Amandine Etter, Sébastien Dutruel **Rédaction**

photos : Eliane Baumgartner **Traduction :** cb service Lausanne.

Graphisme, mise en pages et préresse : Brandl & Schärer AG,

Olten. **Impression :** Stämpfli AG, Berne. Imprimé sur papier FSC.

Le Monde SWISSAID paraît au minimum quatre fois par an. Une

fois par année, un montant de 5 francs est déduit des dons à titre

de taxe d'abonnement, afin de pouvoir bénéficier du tarif postal

réduit pour les journaux.

Compte postal : CP 30-303-5

IBAN: CH20 0900 0000 3000 0303 5

BIC/SWIFT: POFICHBEXXX



SWISSAID porte le label de qualité du ZEW attribué aux institutions d'utilité publique. Il garantit une affectation désintéressée des dons, effectuée en connaissance de cause.



Caroline Morel,
directrice de SWISSAID

Solidarité avec les familles de paysans

Parmi les nombreuses informations sur des catastrophes naturelles ou des conflits armés en 2014, il convient de relever une bonne nouvelle : l'objectif du Millénaire pour le développement de l'ONU de réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015 sera atteint. Ce résultat tient surtout aux immenses progrès économiques de trois pays émergents : la Chine, l'Inde et le Brésil. Reste que dans le même temps, les inégalités sociales se sont creusées, et il faut désormais favoriser un développement durable incluant toutes les personnes vivant dans une extrême pauvreté. Dans les pays au sud du Sahara, il reste encore beaucoup à faire pour permettre aux populations de vivre décemment. Dans ce contexte, les organisations de la société civile jouent un rôle important, et doivent être soutenues ; car ce sont elles qui défendent les intérêts des groupes les plus défavorisés, tels que les femmes, les peuples autochtones ou les petits paysans.

En Suisse, les paysans sont bien représentés. Mais c'est loin d'être le cas partout, comme nous avons pu le constater lors du « Dialogue entre paysannes » organisé par SWISSAID dans toute la Suisse, à l'occasion de l'Année internationale de l'agriculture familiale. Nos invitées du Myanmar (Birmanie), de Colombie et du Tchad ont été impressionnées par l'organisation et l'interconnexion des paysans suisses, qui parviennent ainsi à faire valoir leurs intérêts sur le plan politique (voir page 4). Dans les pays du Sud en revanche, les intérêts des paysans, qui figurent généralement parmi les plus pauvres au sein de la société, ne sont guère défendus ni pris en compte par les responsables politiques.

Fin 2014, des parlementaires de droite sont montés au créneau pour exiger des coupes dans le budget de la coopération suisse au développement au profit de l'agriculture en Suisse. La proposition a heureusement été rejetée. Les députés ont clairement réaffirmé leur volonté – allant ainsi dans le même sens que les représentants du monde paysan – d'affecter 0,5% du



revenu national brut à la coopération suisse au développement d'ici à la fin de l'année. Il aurait par ailleurs été particulièrement malvenu pour la Suisse de diminuer la solidarité envers les familles paysannes dans les pays du Sud pendant l'Année internationale de l'agriculture familiale.

Des paroles et des actes

En 2015, nombre de décisions importantes devront être prises au niveau international. En septembre, l'Assemblée générale de l'ONU définira 17 objectifs de développement durable qui regrouperont et poursuivront les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que l'agenda sur la durabilité. Reste la question du financement de ces Objectifs qui doit être réglée au préalable lors de la conférence d'Addis Abeba.

SWISSAID participe activement aux discussions sur la position suisse relative aux enjeux internationaux. Afin d'atteindre les objectifs ambitieux de l'ONU, il faut des moyens financiers suffisants. Un but pour lequel la Suisse devrait s'engager avec plus de fermeté. Mais les pays pauvres doivent aussi enregistrer davantage de revenus propres. Il est inadmissible que l'argent des riches élites locales atterrisse sur

Au Niger, l'appui de SWISSAID permet à des familles paysannes d'améliorer leurs conditions de vie.

des comptes en Suisse, que des grands groupes actifs dans le secteur des matières premières placent leurs bénéfices dans des paradis fiscaux et ne paient pas d'impôts dans les pays où ils mènent leurs activités d'extraction ; ou encore que les gouvernements gèrent ces ressources de manière opaque, sur fond de corruption.

Afin de lutter contre de tels abus, ces pays ont besoin d'une société civile forte et courageuse, qui n'hésite pas à demander des comptes à leurs dirigeants, et exige de leur part de la transparence ainsi que de bonnes pratiques de gouvernance. C'est dans ce sens qu'agissent avec beaucoup de courage les partenaires de SWISSAID, notamment au Tchad, au Niger et en Guinée-Bissau. En Suisse, l'objectif est d'empêcher les flux financiers illégaux et de s'engager pour l'adoption de réglementations allant dans le sens d'une plus grande transparence. Il reste donc beaucoup à faire en 2015 !

Dialogue entre paysannes d'ici et d'ailleurs



Malgré la barrière de la langue, les paysannes se sont vite comprises.

A l'occasion de l'Année internationale de l'agriculture familiale proclamée par l'ONU, SWISSAID a organisé une série de manifestations dans le cadre d'un « Dialogue entre paysannes ». Huit paysannes, deux par pays, venant du Tchad, de Colombie, du Myanmar (Birmanie) et du Canada ont sillonné la Suisse. Ce « Tour de Suisse » de 14 jours, qui a fait étape dans sept fermes, a été l'occasion de décrire les différents quotidiens, ici et ailleurs, ainsi que d'aborder des thèmes comme l'agricul-

ture écologique, la répartition des tâches au sein des familles et la formation. Le rôle central des femmes dans les exploitations familiales du monde entier a notamment été mis en lumière.

Grâce à l'engagement impressionnant des paysannes et les débats animés auxquels elles ont participé, les manifestations ont suscité un vif intérêt de la part du public et des médias. L'enthousiasme et le savoir-faire que les paysannes du Sud affichaient à chacune de leurs apparitions ont particulièrement impressionné. Malgré la barrière de la langue, les paysannes suisses et leurs invitées se sont vite retrouvées autour de leurs valeurs et de leurs activités communes. Les rencontres ont favorisé la solidarité et permis de dégager des pistes d'action pour l'avenir. Elles ont également favorisé une prise de conscience, puisqu'on a souvent entendu le commentaire suivant: « Cela relativise les nombreux problèmes que nous connaissons ici. »

Fabio Leippert

Le président de la Confédération remercie les élèves pour leur engagement



Quelque 20 000 écoliers dans toute la Suisse ont vendu pour SWISSAID de jolis petits animaux en bois, qui bougent la tête: des dinosaures, des coccinelles, des éléphants. Pour la première fois depuis 2011, les recettes ont de nouveau dépassé le million de francs. Afin de les remercier pour leur

immense engagement au profit des personnes marginalisées dans les pays du Sud, le président de la Confédération Didier Burkhalter a reçu 4 classes dans la salle du Conseil fédéral. Les enfants l'ont bombardé de questions et lui ont chanté une chanson. « Ce que vous avez fait est tout simplement formidable », leur a-t-il déclaré, ravi.

Le président de la Confédération a remercié les élèves de 4 classes venues de toute la Suisse.



Mondial 2014: SWISSAID cartonne avec Madame Shiva



SWISSAID a rebondi sur la Coupe du Monde de football en juin de l'année dernière pour évoquer, sans se prendre au sérieux, ses activités en Equateur et le rôle important qu'y jouent des cochons d'Inde dans des projets d'agriculture bio. Les prédictions du cochon d'Inde Madame Shiva, l'oracle qui a prédit les résultats de l'équipe suisse de football durant le Mondial – comme le fit Paul le Poulpe quatre ans plus tôt – ont fait le tour du monde. L'opération a bénéficié de l'aimable collaboration de Gilbert Gress, ex-entraîneur de l'équipe suisse de football, lequel a commenté avec humour les prédictions de Madame Shiva, filmée de près sur un terrain de football miniature. Des dizaines de milliers d'internautes ont visionné les vidéos, et ont également été informés sur le rôle indispensable des cochons d'Inde pour les petits paysans équatoriens, puisqu'ils produisent un précieux fumier.

swissaid.ch/madame-shiva



L'ex-entraîneur de l'équipe de Suisse Gilbert Gress a joué le jeu avec humour.

Les entreprises suisses dominant le négoce pétrolier

Dans une étude pionnière publiée mi-juillet 2014, SWISSAID a pu établir la dépendance de nombreux pays africains vis-à-vis du négoce pétrolier. Entre 2011 et 2013, les entreprises pétrolières publiques de dix pays africains ont vendu du pétrole brut pour un montant d'au moins 220 milliards de dollars. A eux seuls, les négociants suisses leur en ont acheté pour 55 milliards de dollars.

Les ventes totales de pétrole représentent près de 56% des recettes publiques des pays étudiés. Malgré les volumes considérables en jeu, le Conseil fédéral refuse de contraindre les négociants pétroliers à plus de transparence. Le sujet a été largement exclu de la révision actuelle du droit des sociétés anonymes. SWISSAID reste mobilisée. *LK*



www.swissaid.ch/fr/etude-negoce-petrole

Une lueur d'espoir pour les jeunes

Au Nicaragua, la situation semble désespérée pour de nombreux jeunes. Mais des organisations leur redonnent de l'espoir et des perspectives d'avenir.



Erling Aquilar, 22 ans, contemple son champ avec satisfaction. Il y fait pousser de la chayote, un légume très apprécié, suspendu sur un treillis métallique. Des premiers fruits pendillent au bout de solides pousses, laissant espérer une bonne récolte. Pendant la saison de la récolte, la vente de ce délicieux mets semblable à une courge rapportera à Erling environ 400 francs par mois, soit quatre fois le salaire minimum légal.

Au Nicaragua, un tiers de la population a entre 15 et 30 ans. Mais rares sont les jeunes qui parviennent à subvenir eux-mêmes à leurs besoins. Dans les zones rurales en particulier, beaucoup finissent difficilement leur scolarité

obligatoire avant d'affluer sur un marché du travail saturé où ils n'ont que peu de perspectives. Pour survivre, ils sont alors obligés d'accepter des emplois occasionnels mal payés dans le secteur informel ou de partir au Costa Rica voisin en quête de travail au noir. Ceux qui parviennent à réunir suffisamment de dollars pour tenter leur chance aux Etats-Unis se font souvent dévaliser par des passeurs sans scrupules lors de ce dangereux voyage. Ils y perdent leur espoir voire, dans le pire des cas, la vie.

Un crédit sans garantie

Pour Erling Aquilar, les perspectives sont meilleures. En tant que membre de la coopérative de jeunes « Esperanza » (espoir), il a pu souscrire un crédit de 700 francs bien que ne disposant d'aucune garantie. Il a investi cet argent dans une petite parcelle située sur l'exploitation agricole de ses parents. Ainsi, il a entre autres acheté un treillis et des poteaux en bois afin de construire une structure similaire à une pergola nécessaire à la culture de la plante grimpante.

Outre des crédits, la coopérative située à Jucuapa fournit à 125 jeunes des conseils pour réaliser leurs projets d'entreprises ou les aide lorsqu'ils ont besoin d'une bourse pour une formation technique ou des études. Elle organise régulièrement des séminaires sur des thèmes qui intéressent particulièrement ses membres comme les méthodes de culture biologiques, l'obtention de semences, les droits des citoyens, l'égalité entre hommes et femmes ou la planification familiale.

Défense efficace des intérêts

La coopérative soutient également les jeunes dans la commercialisation de leurs produits.

Grâce à un crédit, Erling Aquilar a planté de la chayote, un légume très apprécié.

Lorsque ces derniers cultivent des haricots – le principal aliment de base au Nicaragua – elle organise le stockage et la vente de la récolte, améliorant ainsi les revenus. Mais l'organisation défend aussi les intérêts de ses membres auprès des administrations et des ministères. Elle a ainsi obtenu qu'un niveau secondaire soit introduit dans le cursus scolaire du village d'Erling Aquilar.

Conclusion : « Esperanza » offre à des jeunes comme Erling Aquilar une vraie chance de concrétiser des projets d'entreprises et d'améliorer leurs perspectives. Autre aspect positif : Erling n'investit pas dans un avenir lointain, mais récolte dès aujourd'hui le fruit de ses efforts.

*Daniel Ott Fröhlicher,
chargé de programme Nicaragua*

Le Nicaragua en chiffres

Projets en cours fin 2014	25
Projets approuvés en 2014	16
Montants dépensés (CHF)	1 291 272
Nombre de personnes directement bénéficiaires	80 900

VOTRE AIDE CONCRÈTE

145 francs

Ce don permet, par exemple, de payer à un jeune au **Nicaragua** les honoraires d'avocat et les frais générés par le transfert de propriété des parcelles que les parents cèdent gratuitement à leurs enfants.

Une bourse pour une formation coûte 72 francs par semestre et couvre les frais de scolarité ainsi que l'aller-retour hebdomadaire entre la ville et leur village.

SWISSAID – Aider avec courage.



Une citerne géante fait des miracles

Depuis plusieurs années, des réservoirs d'eau en plastique ou en béton ont fait leur apparition dans les Andes équatoriennes. Simples à installer, les paysannes s'en servent pour irriguer leurs jardins et améliorer leurs récoltes.

Dans les villages perchés sur les hauteurs des Andes équatoriennes, le mode de vie des femmes paysannes est rude, fait de grandes privations. Elles s'occupent généralement seules des champs, des jardins, des enfants et de leur ménage, car les hommes, jeunes ou vieux, sont obligés de partir chercher du travail dans les villes.

Dans ce contexte, l'amélioration des conditions de vie les plus élémentaires permet de lutter contre l'exode et la malnutrition. Le manque d'accès à l'eau, en particulier, figure au cœur des préoccupations. C'est qu'à 3000 mètres d'altitude, le précieux liquide se fait rare. Les grands exploitants ont tendance à se partager les concessions sur les sources, avec un



Le réservoir permet de récolter l'eau de pluie. 8000 litres peuvent ainsi être récupérés, et servir à irriguer les champs. Les récoltes sont meilleures et profitent à toute la famille.

accès restreint à l'eau pour la majorité de la population. Mais sans irrigation, impossible d'obtenir des récoltes suffisantes pour nourrir sa famille, encore moins pour gagner sa vie en vendant les surplus. La pluviométrie est en outre de plus en plus aléatoire, en raison du changement climatique.

Dans ce contexte, plusieurs communautés villageoises ont pris l'initiative d'installer il y a quatre ans de grandes citernes afin de collecter l'eau de pluie via les gouttières des maisons. Le résultat a dépassé toutes les attentes. Pendant la saison sèche, les paysannes ont pu utiliser l'eau pour arroser les jardins et les champs et ainsi augmenter sensiblement leurs récoltes. Aujourd'hui, dans les régions de Cotopaxi, Patate et Tungurahua, plus de 280 familles disposent d'un réservoir équipé d'un système d'irrigation qui fait des miracles. La citerne peut contenir 8000 litres, ce qui permet d'irriguer des champs d'une surface de 400 m².

Une alimentation saine pour des enfants en bonne santé

Sandra Amanguaño de la commune Condorahua s'estime heureuse de pouvoir irriguer son jardin. Sur sa petite parcelle poussent des tomates, du brocoli, de l'ail, des salades et bien d'autres fruits et légumes. «Grâce à la nourriture plus abondante et plus saine, les enfants sont moins malades», affirme-t-elle. Elle peut

en outre vendre les excédents le vendredi au marché local. «Parfois, je gagne jusqu'à 30 dollars», raconte-t-elle fièrement.

Elle souhaite acheter à ses enfants de nouveaux vêtements et «avant tout, leur permettre de suivre une bonne formation», souligne-t-elle. «J'aimerais donc pouvoir cultiver une plus grande surface de terre pour récolter et vendre davantage.» Son vœu a de bonnes chances d'être exaucé : le premier pas est fait.

Pia Wildberger,

Luis Coronel, responsable de programme

VOTRE AIDE CONCRÈTE

340 francs

Avec ce don, vous permettez par exemple l'installation, dans les **Andes équatoriennes**, d'un bassin de collecte d'eau pluviale en béton de 8000 litres et d'un système d'irrigation simple d'une valeur de 50 francs.

SWISSAID – Aider avec courage.

L'Equateur en chiffres

Projets en cours fin 2014	10
Projets approuvés en 2014	5
Montants dépensés (CHF)	1 311 617
Nombre de personnes directement bénéficiaires	12 000

Adriana Rincón, présidente de l'organisation «Comunidad en Acción» déterre une carotte bio de son champ où diverses variétés de légumes poussent les unes à côté des autres.



Un village colombien prend son essor

Petit à petit, la population de Pueblorrico se construit un avenir, de manière écologique et autonome.

La route non goudronnée monte en virages serrés jusqu'à Pueblorrico. Mais contrairement à ce que laisse penser son nom, le village n'est pas « riche ». Plus de 85% de la population y vit dans la pauvreté. Certes, les sols sont fertiles, et le café et les bananes poussent à merveille. Mais les parcelles sont petites – un demi-hectare au maximum – et entièrement couvertes de caféiers.

Les revenus tirés de la vente du café ne suffisent pas à nourrir les familles. C'est pourquoi les hommes et les femmes se font embaucher

comme travailleurs journaliers sur les grandes plantations de café de la région. Mais il n'y a du travail que pendant la saison de la récolte. Le reste du temps, les villageois ne mangent pas à leur faim. Une situation à laquelle ils veulent mettre fin.

Travailler ensemble crée des liens

Il y a un peu moins de trois ans, des paysans désireux de changer le cours de leur vie ont créé le groupe «Comunidad en Acción». Et les premiers résultats sont très encourageants. Tout d'abord, les 110 familles ont défini conjointement – et avec le soutien de SWISSAID – un plan de développement pour leur village. Elles ont ensuite identifié les problèmes et ont développé des pistes pour parvenir à des solutions. Ce travail commun a nettement renforcé la cohésion et la solidarité au sein de la commune. Rétrospectivement, Adriana Rincón, présidente de l'organisation, affirme : « Autrefois, nous étions très passifs et nous ne nous saluons même pas. Aujourd'hui, nous faisons des projets, sommes actifs et avons noué des liens d'amitié et de solidarité. »

Pour commencer, les paysans sont passés aux cultures mixtes dans leurs champs. Ils ont aménagé des petits potagers, planté des arbres fruitiers et cultivé des aliments de base comme le maïs. Les « cafetaleros », comme on appelle les cultivateurs de café, peuvent ainsi produire eux-mêmes une bonne partie de leur alimentation et réduire leur dépendance problématique à l'égard de la monoculture du café. Aujourd'hui, la fertilité des sols est entretenue par des engrais organiques et les parasites sont combattus grâce à des méthodes biologiques.

Lors de discussions en groupe, il est en outre vite apparu que les 48 sources d'eau potable du

village étaient dans un état lamentable. Toutes étaient souillées par des déchets, des eaux usées et des produits agrochimiques, et aucune n'était protégée. Après des négociations parfois âpres avec les propriétaires fonciers, toutes les sources ont été clôturées et reboisées.

Pour les trois sources principales, l'organisation a obtenu de la part des autorités compétentes des concessions officielles garantissant leur utilisation exclusive comme source d'eau potable. Une précaution d'autant plus importante que la région se trouve en pleine zone d'extraction minière. Dans cette zone, le gouvernement accorde des concessions aurifères à des multinationales minières, ce qui favorise la pollution et une utilisation industrielle de l'eau potable. Par ailleurs, les communautés paysannes courent le risque de perdre leurs droits sur l'eau.

Le groupe «Comunidad en Acción» intervient aussi dans d'autres domaines. Ainsi, il aborde le sujet de la violence conjugale par le biais de réunions d'information et de campagnes. Son exemple fait des émules : 110 familles supplémentaires ont rejoint l'organisation.

Petra Engelhard,

chargée de programme Colombie

Le Colombie en chiffres



Projets en cours fin 2014	25
Projets approuvés en 2014	16
Montants dépensés (CHF)	1 229 491
Nombre de personnes directement bénéficiaires	9 800

Photo: Walquiria Pérez, SWISSAID Colombie

**VOTRE
AIDE
CONCRÈTE**

50 francs

En Colombie, cette somme permet par exemple de financer une clôture, des semences et un arrosoir pour un jardin familial.

SWISSAID – Aider avec courage.



Semer les meilleures graines

Il s'agit là d'une règle implacable : seules des semences de bonne qualité donnent de bonnes récoltes. C'est pourquoi, au Myanmar, des groupes de paysans sont désormais formés à l'art de la sélection de variétés de semences.

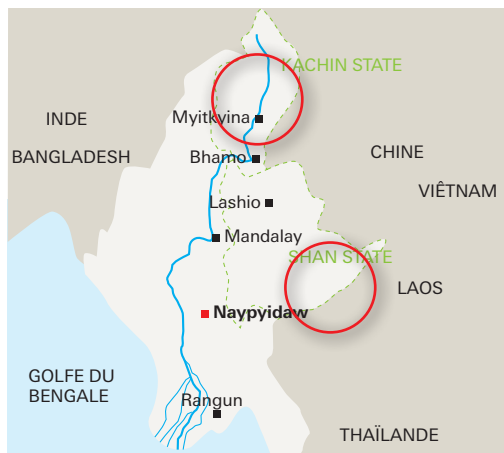


Quelle est la meilleure variété de riz ? Les paysans en testent plusieurs sortes, signalées par les panneaux blancs.

Au Myanmar (Birmanie), les meilleures semences finissent régulièrement dans les assiettes. Souvent, les paysans ne font pas la différence entre les graines qu'ils sèment et les céréales qu'ils mangent. C'est ainsi que par méconnaissance, les agriculteurs sèment parfois dans leurs champs des graines de mauvaise qualité, alors que de meilleures semences seraient disponibles.

Afin de changer ce type de comportement, le programme de SWISSAID au Myanmar met notamment l'accent sur les semences, qui sont à la base de l'agriculture et de l'alimentation. Semer des graines de bonne qualité permet de pouvoir compter sur des cultures avec de bons rendements.

Le Myanmar en chiffres



Projets en cours fin 2014	17
Projets approuvés en 2014	12
Montants dépensés (CHF)	949 395
Nombre de personnes directement bénéficiaires	14 500

Formation sur des « champs d'essai »

SWISSAID a tout d'abord donné aux organisations partenaires birmanes un cours d'introduction approfondi sur la question des semences. Ensuite, six organisations ont démarré des projets pilotes de sélection de variétés et de semences de riz, dans les Etats Shan et Kachin, dans l'est et le nord du pays.

Réunis sur un « champ essai », les paysans identifient tout d'abord la meilleure variété de riz. La procédure est toujours la même : de jeunes pousses de 3 variétés différentes sont plantées dans des conditions identiques sur environ un demi-hectare. Les groupes de paysans se basent sur les résultats pour ensuite choisir la meilleure variété de semence, en tenant compte non seulement du rendement, mais aussi de la qualité gustative. Puis, ils sélectionnent les semences à replanter pour la saison prochaine.

La meilleure semence se nomme Lon Pu Phyu

Les groupes de paysans ont choisi la variété locale Lon Pu Phyu. « Elle est très résistante aux parasites et aux maladies et son rendement dépasse de 12 pourcents celui des autres variétés », explique le responsable des paysans Hla Min à la délégation de SWISSAID présente sur place. Brandissant un bel épi, il ajoute : « Cet épi convient pour la production de semences, parce qu'il se trouvait au milieu du champ. » A cet endroit, on peut en effet supposer qu'il n'a pas subi de pollinisation croisée.

Durant les mois qui suivent, les responsables de plusieurs groupes de paysans locaux sélectionnent chacun 20 kilos de semences qu'ils ont stockés dans un endroit hermétiquement clos. A la prochaine saison, ces céréales seront

replantées à des fins de multiplication. Les groupes prévoient en outre la construction de silos, ou banques de semences, pour approvisionner durablement les familles de paysans en semences de bonne qualité.

Continuer à échanger les semences

Outre le travail pratique directement dans les champs, SWISSAID a appuyé des campagnes de sensibilisation dans tout le pays. Lors du Forum national sur les semences co-organisé par SWISSAID, des responsables politiques birmanes ainsi que des représentants d'associations paysannes ont échangé sur la question complexe de la protection des variétés de semences locales, ainsi que sur les lois sur les semences en vigueur.

En filigrane : l'impérieuse nécessité que les paysans du Myanmar puissent continuer à avoir accès et à échanger leurs propres semences. Car les paysans du Myanmar doivent rester autorisés à l'avenir à obtenir et à échanger entre eux leurs propres semences locales. Or, sans prise d'influence politique, rien n'est moins sûr.

Sarah Mader,

chargée de programme Myanmar

**VOTRE
AIDE
CONCRÈTE**

48 francs

Avec ce don, vous financez par exemple au Myanmar l'achat de trois paniers de semences différentes que les groupes de paysans peuvent semer dans un champ d'essai.

SWISSAID – Aider avec courage.





Des jeunes luttent contre la discrimination et l'intolérance

C'est la première fois que des jeunes de castes différentes apprennent à se connaître et partagent des activités.

Grâce à l'action menée par le Mahatma Gandhi, le système des castes en Inde a été officiellement aboli il y a 66 ans. Reste que jusqu'à présent, le système des castes conditionne toujours la vie d'une personne en Inde, y compris sa profession et son mariage. Mais aujourd'hui, des jeunes brisent les barrières sociales.

Dans l'Inde rurale, le système des castes marque toujours de son empreinte la société et définit le statut social de chacun. Les brutalités, les exclusions et les humiliations à l'égard des membres des castes inférieures

L'Inde en chiffres



Projets en cours fin 2014	23
Projets approuvés en 2014	21
Montants dépensés (CHF)	1 131 888
Nombre de personnes directement bénéficiaires	42 300

sont courantes et tolérées. Les femmes sont doublement touchées : rabaissées en raison de leurs origines, elles souffrent aussi du mépris dans lequel la société indienne tient les femmes et les filles en général.

Les castes inférieures comme les « intouchables » doivent habiter à l'extérieur du village et ne sont pas autorisées à participer aux activités sociales ou politiques. Un mariage entre membres de différentes castes est impensable. Traditionnellement, hommes et femmes ainsi que filles et garçons n'entretiennent pas de contacts, et encore moins des liens d'amitié, en dehors de la famille.

Un village comme les autres ? Pas tout à fait

A première vue, Farhada, dans l'Etat de Chhattisgarh, semble être un village indien typique. Des maisons de terre aux toits de paille et aux portes en tôle ondulée bordent la rue poussiéreuse. La population est composée de membres des castes hindoues ainsi que de musulmans. Une différence est toutefois à relever : Cyda, une organisation partenaire de SWISSAID, a commencé il y a deux ans à constituer un groupe de jeunes. 86 jeunes, dont 40 filles, se sont regroupés pour poser les bases d'un véritable changement.

Au début, les membres étaient avant tout des garçons, et parfois des filles issues des castes supérieures. A force de mener des débats et des séances d'information, ils sont parvenus à la conclusion qu'un changement profond au sein de leur société était nécessaire. Les jeunes ont alors convaincu d'autres parents de laisser leurs filles participer aux réunions. Après s'être rendus dans de nombreuses familles, ils sont même parvenus à obtenir l'appui de communautés appar-

tenant aux castes dites inférieures, ainsi que des communautés musulmanes.

La sensibilisation gagne d'autres villages

Mais le plus dur restait à faire. Ils devaient absolument mettre de leur côté des personnes clés comme le maître d'école et le chef du village. Pour ce faire, les jeunes ont fait preuve de créativité : ils ont organisé des jeux et des spectacles de rue ou encore des défilés sur des thèmes comme la violence ou l'exclusion. Ces initiatives ont marqué et influencé l'opinion publique, qui s'est montrée de plus en plus persuadée de l'effet positif de ces activités.

Aujourd'hui, il est fréquent à Farhada que les jeunes se rendent visite chez les uns et chez les autres, et partagent même un repas en commun, ce qui était impensable avant. Le fait que des musulmans et des « intouchables » aient le droit de participer à des fêtes et à des réunions communales est une première dans la région. La motivation du groupe de jeunes et des personnes importantes de la région est grande. Désormais, ils poursuivent leur travail de sensibilisation dans d'autres villages des environs.

Petra Engelhard, chargée de programme Inde

**VOTRE
AIDE
CONCRÈTE**

50 francs

Avec ce don, vous soutenez par exemple pendant un an les activités d'un groupe de jeunes en Inde : représentations théâtrales, réunions, feutres et papier pour les affiches.

SWISSAID – Aider avec courage.



Le lobby agrogénétique fait pression sur l'agriculture tanzanienne

L'agriculture tanzanienne est soumise à une intense pression de la part des multinationales agrochimiques, qui veulent imposer des semences transgéniques. Et changer une loi qui les obligerait à rendre des comptes en cas de pollution génétique. Les organisations partenaires de SWISSAID font barrage.

« Les monocultures – culturelles, intellectuelles et agricoles – nous rendent malades, dépendants et favorisent la malnutrition ». Ces paroles sont celles de Vandana Shiva, lauréate du prix Nobel alternatif et membre du Club de Rome. L'année dernière, elle s'est rendue à Dar es Salaam à l'invitation de TABIO (Tanzania Alliance for Biodiversity), une organisation appuyée par SWISSAID. En collaboration avec d'autres organisations locales, TABIO a organisé une série de manifestations sur le gé-

Le Tanzanie en chiffres



Projets en cours fin 2014	12
Projets approuvés en 2014	10
Montants dépensés (CHF)	777 996
Nombre de personnes directement bénéficiaires	4000

nie génétique dans l'agriculture. Avec pour objectif d'informer agronomes, chercheurs, décideurs et journalistes sur les dangers des organismes génétiquement modifiés (OGM) ; et de les convaincre de la nécessité d'une interdiction permanente. Les OGM favorisent en effet les monocultures, créent de la dépendance et réduisent la diversité dans l'assiette comme dans les champs.

TABIO a été fondée en 2011 par plusieurs organisations, dont SWISSAID, afin de contrer des lobbys agroalimentaires de plus en plus agressifs. Ces derniers veulent abolir les principes de pollueur-payeur et de responsabilité des fabricants d'OGM, en cas de problèmes, actuellement inscrits dans la loi. TABIO mène un précieux travail d'information et de lobbying, non seulement auprès des responsables politiques et des paysans, mais aussi auprès du grand public.

Une enquête récemment réalisée par TABIO a révélé que seulement 3 paysans sur 86 et 40 clientes de supermarché sur 150 avaient entendu parler des OGM. Parmi ces 40 personnes, une trentaine ont déclaré ne jamais consommer de produits OGM, ignorant toutefois que de tels articles se trouvaient déjà dans les rayons, comme les cornflakes ou la soupe de tomates importés d'Afrique du Sud, où les OGM sont autorisés. TABIO a déposé plainte auprès des services d'inspection tanzaniens des denrées alimentaires et a réussi à obtenir le retrait des céréales de petit déjeuner.

Mais TABIO ne se contente pas de dénoncer. L'organisation s'engage aussi concrètement pour la préservation de la diversité des se-

mences. Tout d'abord, elle s'investit dans la lutte inégale contre la politique semencière restrictive souhaitée par le lobby agroalimentaire et par le gouvernement. Ensuite, elle informe directement les paysans des risques liés aux semences OGM, leur apprend à améliorer les semences traditionnelles et finance la construction de banques de semences dans les villages. Dans le sud du pays, les associations paysannes appuyées par TABIO ont déjà réalisé, par exemple, un inventaire des variétés locales pour leur région.

Désormais, l'organisation partenaire veut aussi miser sur des groupes de jeunes : dans 24 jardins d'enfants appelés « Diversity-Clubs », des experts de TABIO initient les enfants aux secrets et à la beauté de la diversité biologique.

Frank Haupt, chargé de programme Tanzanie

VOTRE AIDE CONCRÈTE

140 francs

Avec cette somme, vous financez par exemple en **Tanzanie** 100 brochures facilement compréhensibles sur la législation applicable aux semences et sur les dangers des semences OGM. Avec 57 francs, vous offrez à un groupe de jeunes un mélange de semences (tomate, chou, chou chinois, oignon) pour le jardin d'enfants.

SWISSAID – Aider avec courage.



La diversité des variétés est un bien précieux des paysans.





Finie la corvée d'eau, place au maraîchage !

C'est parce que l'accès à l'eau figure au premier rang des préoccupations de la population du Niger que SWISSAID y consacre une bonne partie de son programme. Avec l'appui du Consortium des ONG suisses pour l'Eau et l'Assainissement.

Le Niger en chiffres



Projets en cours fin 2014	21
Projets approuvés en 2014	16
Montants dépensés (CHF)	1 261 157
Nombre de personnes directement bénéficiaires	19 800

Photos: Bertrand Cotte/Strates; SWISSAID Niger

«L'eau change la vie des gens !», s'exclame Idrissa Moussa, qui fait partie de l'équipe de SWISSAID au Niger. Ses compétences d'ingénieur hydraulique sont précieuses pour permettre aux communautés rurales d'avoir accès à une eau potable. Grâce à l'appui de SWISSAID, quatre villages de la commune de Méhanna dans la région de Tillabéri au sud du pays, soit environ 3000 personnes, disposent désormais d'un forage. «Avant, la situation était dramatique: les villageois parcouraient chaque jour une dizaine de kilomètres jusqu'au fleuve Niger, environ 6 heures de marche pour puiser une eau non potable, qui engendre des maladies, y compris le choléra», explique Idrissa Moussa.

De l'eau aussi pour les écoles

Désormais, c'est du passé. Dans ce pays sahélien, où l'accès à l'eau représente la première préoccupation de la population, le programme de SWISSAID répond à cette priorité. Et se réjouit de pouvoir compter sur l'appui du Consortium des ONG suisses pour l'Eau et l'Assainissement, financé par la DDC (Direction suisse du développement et de la coopération). Ce consortium composé de 8 organisations de développement, dont SWISSAID, s'est vu allouer par la DDC un montant de 14 millions pour réaliser de nouveaux projets.

C'est dans ce contexte que SWISSAID a été en mesure de démarrer l'année dernière un appui à quelque 26000 personnes, réparties dans 21 villages des communes de Matankari

Une fois le problème d'accès à l'eau réglé, SWISSAID peut appuyer les femmes pour faire du maraîchage. Ci-dessous: le thème de l'hygiène est abordé dans les villages afin de diminuer la mortalité infantile.



et de Torodi. Le projet comprend 6 puits ainsi que la construction de 5 châteaux d'eau avec leurs systèmes de canalisation, qui alimenteront également les écoles, les centres de santé et les marchés.

Du maraîchage au lieu de la corvée d'eau

La population peut ainsi échapper à l'eau boueuse et impropre à la consommation du fleuve Niger, ou à celle de marigots vecteur de maladies. Puits et forages fournissent de l'eau propre, tout en allégeant le travail des femmes. A Méhanna, la corvée d'eau ne leur prend plus qu'une heure par jour, au lieu de six. Le temps gagné permet aux filles d'aller à l'école, et à leurs mères de faire du maraîchage, avec l'appui de SWISSAID; ce qui améliore la situation alimentaire et financière de toute la famille, grâce à la vente d'une partie de leur production au marché.

L'appui apporté au programme de SWISSAID par le Consortium Eau lui donne aussi davantage de poids pour influencer les politiques nationales en faveur d'un accès à l'eau et à l'assainissement pour tous au Niger. C'est très important dans ce pays où seule une personne sur 3 consomme de l'eau potable. Selon l'UNICEF, 80% des décès d'enfants en bas âge sont dus à des maladies hydriques, tandis que moins de 7% de la population disposent de latrines.

Carine Pin, chargée de programme Niger

www.waterconsortium.ch

VOTRE AIDE CONCRÈTE

80 francs

Avec cette somme, vous financez par exemple le nettoyage et la désinfection de deux puits villageois au Niger.

SWISSAID – Aider avec courage.



Le temps, c'est de l'argent, aussi au Tchad

Le quotidien de nombreuses femmes paysannes au Tchad se caractérise par un travail acharné, une alimentation à la limite de la faim, un pouvoir politique quasi nul et une exposition à toutes sortes de violences. Grâce à un coup de pouce ciblé et à moindre coût, SWISSAID réussit à améliorer notablement leurs conditions de vie.



Les boeufs de trait permettent d'alléger le travail des femmes, qui peuvent ainsi s'investir dans des activités rentables.

Dans le sud du Tchad, les femmes travaillent d'arrache-pied pour nourrir leur famille, envoyer leurs enfants à l'école ou encore payer les frais médicaux. Afin de leur faciliter la vie, SWISSAID aide des groupes de femmes à épargner du temps et des forces. Par exemple en creusant un puits à proximité du village. Les femmes et les jeunes filles qui n'ont plus à assurer la corvée d'eau gagnent ainsi 2 à 8 heures par jour. Conséquence: les jeunes filles re-

tournent à l'école, et les femmes disposent de davantage de temps, par exemple, pour cultiver un champ plus grand, ou exercer une autre activité génératrice de revenus.

Les animaux, une aide précieuse

Grâce aux bœufs de trait achetés avec l'aide de SWISSAID, les femmes qui font partie de l'association économisent du temps et des forces de travail. Elles peuvent aussi mener à bien d'autres tâches. Un chariot tiré par des bœufs transporte par exemple la glaise jusqu'à l'atelier de poterie, puis les cruches fabriquées jusqu'à l'étal de vente. Un char permet aussi d'amener des matières organiques jusqu'au compost, puis d'épandre celui-ci dans les champs.

La terre est labourée, la récolte transportée jusqu'aux lieux de stockage, ou alors amenée jusqu'au marché pour être vendue. Lorsque les femmes n'ont pas l'usage des bœufs, elles les louent pour en tirer un complément de revenu bienvenu. Elles pourront dès lors payer le salaire d'un valet de ferme pour les aider à s'occuper des bêtes, un travail d'homme.

Elles acquièrent ainsi des revenus, certes modestes, mais qui leur permettent de rembourser leurs crédits, intérêts compris. Parfois, il reste même assez d'argent dans la caisse commune de l'association pour permettre un investissement plus important, tel la construction d'un abri, sous lequel les femmes peuvent suivre des cours d'alphabétisation à l'abri de la pluie et de la poussière.

Les femmes disposent ainsi de leur propre argent, gèrent leur organisation, apprennent à lire et à écrire. Mais le plus précieux est la solidarité qui les unit, laquelle renforce leur confiance en elles, et leur permet de gagner le respect des hommes et de l'ensemble de leur communauté.

Frank Haupt, chargé de programme Tchad

Le Tchad en chiffres



Projets en cours fin 2014	14
Projets approuvés en 2014	14
Montants dépensés (CHF)	946 108
Nombre de personnes directement bénéficiaires	41 000

Les tontines à la rescousse

SWISSAID fournit aussi un modeste capital de départ pour les « tontines », ces associations collectives d'épargne et de crédit. Comme ces femmes disposent de davantage de temps, elles utilisent les fonds à leur disposition pour créer des petits commerces rentables, où elles vendent du pain, des confiseries ou des boissons.

VOTRE AIDE CONCRÈTE

60 francs

Grâce à ce don, vous financez, par exemple au Tchad, une brouette et un arrosoir qui facilitent le travail aux champs pour les femmes. Une pompe à moteur avec tuyau pour l'irrigation coûte 290 francs et deux bœufs de trait 770 francs.

SWISSAID – Aider avec courage.

Comment lutter contre la déforestation ? Les forêts communautaires permettent en partie de répondre à cette question.



Le retour à la démocratie stoppe la déforestation

Les partenaires de SWISSAID en Guinée-Bissau organisent une formidable campagne de sensibilisation pour lutter contre une déforestation massive.

L'année 2014 a été marquée par un retour à la démocratie en Guinée-Bissau, dans la foulée d'élections qui ont connu un taux de participation record, avoisinant les 90%. Cela illustre à quel point la population était désireuse de mettre un terme aux dérives d'un régime militaire qui avait pris le pouvoir lors d'un coup d'Etat deux ans auparavant.

Avec la mise sur pied d'un nouveau gouvernement et d'un parlement composé de représentants du peuple démocratiquement élus, les partenaires de SWISSAID ont ainsi pu compter

à nouveau sur des interlocuteurs légitimes. Ils ont souhaité agir rapidement, afin que la gestion durable des forêts soit prise au sérieux par les nouveaux élus.

Un clip contre la déforestation

Durant les deux ans où les militaires étaient au pouvoir, les forêts ont fait l'objet d'un abattage massif. « Personne ne sait encore combien d'arbres ont été abattus, ni qui les a exportés, et à quelle valeur. Nous devons apprendre des erreurs du passé », a déclaré le nouveau président José Mario Vaz peu après son entrée en fonction, dénonçant le caractère abusif et opaque de cette pratique, qui a généré des dégâts irréversibles.

Les partenaires de SWISSAID en Guinée-Bissau ont décidé de tirer profit de ce nouveau contexte politique en organisant une campagne de sensibilisation sur les dégâts causés par la déforestation. Durant quatre mois, les médias nationaux et les radios locales ont relayé les témoignages, souvent poignants, de la population et diffusé le clip d'une chanson contre la déforestation, composée par des artistes célèbres. Des concerts ont également eu lieu dans les quatre principales régions du pays, en présence des autorités locales.

Les forêts communautaires épargnées

Le point d'orgue de cette extraordinaire mobilisation a eu lieu au tout début de l'année 2015, avec une conférence nationale rassemblant une grande diversité d'acteurs concernés, qui a dénoncé le fait que « l'exploitation non durable des ressources forestières met en danger la sécurité alimentaire des populations locales et le patrimoine culturel du pays ». La conférence s'est achevée par une Déclaration de Bissau deman-

dant au gouvernement un moratoire sur la coupe des bois précieux, une évaluation des dégâts occasionnés au cours de ces deux dernières années, ainsi que la création d'un fonds pour la reforestation. A peine trois mois plus tard, les autorités approuvaient un moratoire de 5 ans sur la coupe du bois, ce qui représente un magnifique succès pour la société civile. Il s'agit maintenant de mettre en œuvre ce moratoire et de l'accompagner de manière innovante.

La Déclaration de Bissau réclame également la reconnaissance officielle des forêts communautaires, un point crucial. SWISSAID appuie en effet la mise en place de forêts gérées par des comités villageois, qui exercent ainsi un contrôle direct sur leurs ressources naturelles. Ce dispositif particulièrement efficace a permis aux forêts communautaires d'être épargnées durant la période de déforestation massive orchestrée par les militaires au pouvoir. Cette déclaration pourrait en tout cas faire avancer leur légalisation par les nouvelles autorités, et mettre ainsi les villageois à l'abri de futures prédatations.

Carine Pin, chargée de programme Guinée-Bissau

La Guinée-Bissau en chiffres



Projets en cours fin 2014	16
Projets approuvés en 2014	13
Montants dépensés (CHF)	1 268 427
Nombre de personnes directement bénéficiaires	36 400

VOTRE AIDE CONCRÈTE

90 francs

Avec cette somme, vous financez par exemple, en **Guinée-Bissau**, une semaine d'échange d'expériences sur la foresterie communautaire pour un membre du comité de gestion d'une forêt.

SWISSAID – Aider avec courage.



Bilan

Actifs	annexe	2014	2013
Liquidités	5.1	11 432 844	11 576 493
Titres	5.2	19 662 143	18 318 535
Créances + promesses de financement	5.3	993 727	309 817
Stocks de marchandises		474 095	460 530
Actifs de régulation		281 710	250 887
Actifs mobilisés		32 844 518	30 916 262
Prêts	5.4	250 100	250 100
Participation	5.5	4	4
Immobilisation corporelle	5.6	1 280 238	1 278 956
Actifs immobilisés		1 530 342	1 529 060
Total des actifs		34 374 860	32 445 322
Passifs			
Créanciers		159 581	110 132
Capital engagé programmes Sud	5.7	16 819 606	15 964 119
Passifs de régulation		50 609	44 521
Provisions	5.8	158 052	163 487
Fonds étrangers à court terme		17 187 848	16 282 259
Prêts		0	230 000
Fonds pour le Tiers Monde	11	72 704	195 697
Fonds étrangers à long terme		72 704	425 697
Fonds dons pour projets définis programmes Sud		821 944	0
Fonds pour le futur		812 500	185 000
Fonds parrainage Agriculture biologique		1 800	7 100
Fonds parrainage Eau		151	1 910
Fonds parrainage Femmes		500	990
Fonds DDC	12	0	0
Fonds affectés à des projets définis		1 636 895	195 000
Fonds programme SWISSAID		6 764 276	6 548 837
Fonds infrastructures SWISSAID		658 598	673 122
Réserves de fluctuation des titres et devises	5.9	2 447 176	2 708 614
Capital libre		5 605 000	5 605 000
Capital libre Association SWISSAID Genève	2	2 363	6 793
Capital de l'organisation		15 477 413	15 542 366
Total des passifs		34 374 860	32 445 322



Monika Uhlmann,
responsable du Dépar-
tement Finances et
Logistique

Commentaire sur les comptes annuels

2014 fut à nouveau une excellente année pour SWISSAID. Des donateurs et donatrices de longue date nous sont restés fidèles, d'autres sont venus les rejoindre. Tous et toutes nous ont permis, grâce à leurs contributions, de nous rapprocher encore davantage de nos objectifs au bénéfice des plus pauvres – merci infiniment!

Nous avons réussi à maintenir les dons au niveau de l'année 2013, soit à plus de 12 millions de francs. Un résultat que nous devons avant tout au soutien généreux de nos nombreux donateurs et donatrices, à des legs et à des contributions importantes de la part des bailleurs de fonds institutionnels. Nous apprécions cette solidarité à sa juste valeur; et la considérons comme un élément de motivation pour améliorer sans cesse la qualité et l'efficacité de notre travail; mais aussi pour tirer les leçons qui s'imposent des quelques rares échecs rencontrés, et pour nous fonder sur ces expériences afin de poursuivre notre action.

En 2014, nous avons consacré un montant total de 12,8 millions de francs à nos projets dans les pays du Sud – menés à bien en étroite collaboration avec nos bureaux de coordination et nos organisations partenaires sur le terrain, afin d'améliorer les conditions de vie des plus démunis. Nous nous efforçons sans cesse d'optimiser nos instruments et de professionnaliser nos processus, le but étant que la plus grande partie possible des dons parvienne aux bénéficiaires.

Outre le niveau élevé – et très apprécié – des dons, les produits financiers générés par des titres, nettement supérieurs aux attentes, tout comme notre discipline budgétaire rigoureuse, ont contribué à ce que nous clôturions l'année sur un résultat positif. Nos placements sont par ailleurs effectués selon des critères éthiques.

Notre base de capital solide nous permet d'honorer nos engagements et, si besoin est, d'effectuer des investissements importants afin de pouvoir relever les défis à venir.

Les comptes annuels 2014 tels qu'ils sont présentés ont été établis selon les principes du SWISS GAAP RPC, du label ZEWO et du SWISS NPO-Code. Ils ont été scrupuleusement examinés et déclarés conformes par l'organe de révision Von Graffenried AG Treuhand. Le rapport de révision et les comptes annuels peuvent être consultés sur notre site www.swissaid.ch.

Comptes d'exploitation

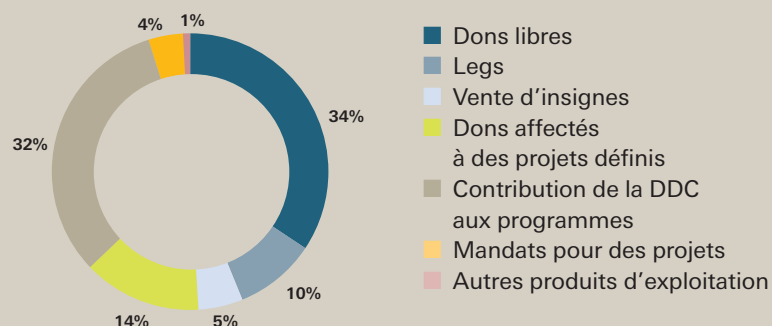
Recettes	annexe	2014	2013
Dons libres		6 683 468	7 542 187
Legs		1 866 439	1 094 625
Vente d'insignes		1 024 505	899 841
Dons affectés à des projets définis	7.1	2 441 326	2 577 540
Contribution aux projets FEDEVACO		83 301	96 456
Contribution aux projets FGC		127 030	155 749
Contribution aux projets Chaîne du Bonheur		0	454 076
Produits des opérations de collecte de fonds		12 226 067	12 820 473
Contribution de la DDC		6 200 000	6 200 000
Contribution en Suisse d'autres services de la Confédération		-18	-45 467
Mandats pour des projets		841 622	0
Autres produits d'exploitation	7.2	163 436	91 957
Total produits d'exploitation		19 431 107	19 066 964
Dépenses			
Projets à l'étranger		12 824 661	11 982 449
Fonds libérés provenant des décomptes de projets	7.7	-1 847 511	-1 691 093
Dépenses suivi des programmes		1 368 284	1 287 184
Frais de personnel		1 263 483	1 158 649
Frais de matériel	7.3	104 801	128 535
Dépenses programmes à l'étranger		12 345 434	11 578 540
Information et sensibilisation en Suisse		2 107 708	2 112 873
Dépenses suivi du programme en Suisse		1 200 144	1 099 268
Frais de personnel programme en Suisse		1 015 935	935 201
Frais de matériel programme en Suisse	7.3	184 209	164 066
Dépenses programme en Suisse		3 307 852	3 212 141
Frais administratifs		3 663 976	3 704 603
Frais de personnel		1 160 184	1 269 315
Frais de matériel	7.3	584 070	592 974
Frais de collecte		1 919 723	1 842 313
Total charges d'exploitation		19 317 263	18 495 284
Résultat d'exploitation		113 844	571 680
Produits financiers (réalisés)		253 893	645 049
Produits financiers (non réalisés)		1 103 502	126 656
Charges financières		168 366	196 402
Résultat financier	7.4	1 189 029	575 303
Charges des biens et services		8 011	9 306
Revenus des biens et services		78 408	81 888
Résultat hors exploitation	7.5	70 397	72 582
Autre résultat imputable à une autre période comptable	7.6	10 250	11 545
Résultat imputable à une autre période comptable		10 250	11 545
Résultat avant variation de fonds		1 383 520	1 231 110
Utilisation des fonds affectés à des projets définis		10 721 545	7 611 513
Attribution des fonds affectés à des projets définis		-12 163 440	-7 775 513
Changement des fonds libres	8	58 375	-1 067 110
Excédent de revenus en faveur des fonds générés		0	0

Tableau des flux de trésorerie (annexe 9)

Afflux de capitaux issus de l'exploitation	2014	2013
Résultat annuel avant le résultat des fonds	1 383 520	1 231 110
Augmentation (-) / diminution de l'avoir à l'étranger en monnaie étrangère	-6 578	-9 379
Amortissement sur les immobilisations corporelles	141 317	157 928
Dissolution des provisions	-5 435	-1 853
Augmentation (-) / diminution des créances et des promesses de financement	-683 910	67 044
Augmentation (-) / diminution des stocks	-13 565	-63 401
Augmentation (-) / diminution des actifs de régulation	-30 823	173 542
Augmentation / diminution (-) des créanciers	49 449	17 600
Augmentation / diminution (-) des engagements pour les programmes Sud	855 487	152 481
Augmentation / diminution (-) des passifs de régulation	6 088	2 674
Flux de capitaux tirés de l'exploitation	1 695 550	1 727 746
Flux de capitaux issus de l'investissement		
Investissements (-) / désinvestissement immobilisations corporelles	-142 599	-84 245
Investissements (-) / désinvestissement immobilier	0	0
Investissements (-) / désinvestissement prêts	0	0
Flux de capitaux tirés de l'investissement	-142 599	-84 245
Flux de capitaux issus du financement		
Fonds pour le Tiers Monde	-122 993	-79 028
Prêt passif	-230 000	0
Flux de capitaux tirés du financement	-352 993	-79 028
Augmentation (+) / diminution (-) des capitaux	1 199 958	1 564 472
Fonds liquidité (titres inclus) 1.1	29 895 028	28 330 556
Fonds liquidité (titres inclus) 31.12	31 094 986	29 895 028

Sources et affectations des fonds

Sources de financement :



Utilisation des financements :

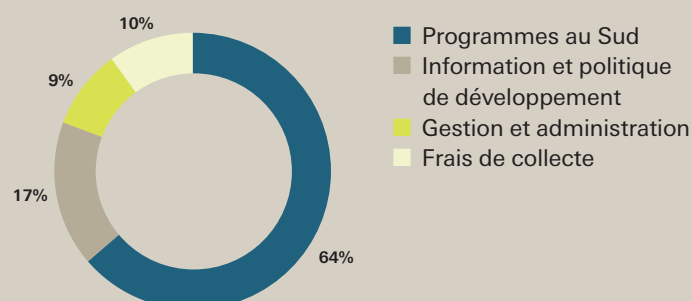


Tableau de variation du capital 2014 (annexe 8)

	Actif initial	Part aux bénéfices affectée	Dépôts	Transferts internes de fonds	Utilisation	Actif final
Fonds provenant du financement propre						
Fonds programme SWISSAID	6 548 837		1 535 534	-1 320 095		6 764 276
Fonds infrastructures SWISSAID	673 122				-14 524	658 598
Réserve de fluctuation titres et devises	2 708 614				-261 438	2 447 176
Capital libre généré	5 605 000					5 605 000
SWISSAID Genève	6 793				-4 430	2 363
Résultat annuel	0		-58 375		58 375	0
Capitaux d'organisation	15 542 366	0	1 477 159	-1 320 095	-222 017	15 477 413
Capitaux des différents fonds						
Fonds dons pour projets définis programmes Sud	0		2 224 507	1 320 095	-2 722 658	821 944
Fonds SWISSAID parrainage Agriculture bio	7 100		319 858		-325 158	1 800
Fonds SWISSAID parrainage Eau	1 910		49 051		-50 810	151
Fonds SWISSAID parrainage Femmes	990		161 449		-161 939	500
Fonds SWISSAID pour le futur	185 000		1 888 480		-1 260 980	812 500
Fonds DDC	0		6 200 000		-6 200 000	0
Fonds avec affectation limitée	195 000	0	10 843 345	1 320 095	-10 721 545	1 636 895

Instances de direction (état fin 2014)

Conseil de fondation de SWISSAID

Matthias Aebischer, chargé de cours, Université de Fribourg, Berne, depuis 2012; Viola Amherd, avocate et notaire, Brig-Glis, depuis 2014; Stephan Baer, entrepreneur, Küssnacht am Rigi, depuis 2007; Andreas Bänziger, journaliste, Bühler, depuis 1997; Roman Berger, journaliste et auteur, Zurich, depuis 2005; Bruno Bergomi, journaliste et producteur Radiotelevisione Svizzera (RSI), Dino, depuis 1997; Dr Jean-Claude Bolay, professeur titulaire, directeur de la coopération à l'EPFL, Ecublens, depuis 2010; Tobias Brülisauer-Spitzli, conseil en agriculture biologique et écologique, Grub, depuis 2000; Edgar R. von Buettner, consultant, Brésil, depuis 1983; Mario Carera, socio-économiste, Berne, depuis 2002; Prof. Dr Pierre Centlivres, ancien directeur de l'Institut d'ethnologie de l'Université de Neuchâtel, Neuchâtel, depuis 1983; Fernand Cuhe, agriculteur biologique, ancien conseiller d'État neuchâtelois, Lignières, depuis 2014; Dr phil. Rudolf Dannecker, ancien vice-directeur de la DDC, Hinterkappelen, depuis 2002; Yvonne Feri, conseillère nationale, Wettingen, depuis 2014; Gaby Fierz, ethnologue Museum der Kulturen Bâle, Bâle, depuis 2008; Dr Rudolf Fischer, docteur en sciences sociales, ancien responsable du Département Coopération au développement SWISSAID, Wettingen, depuis 2014; Rémy Gogniat, journaliste, La Chaux-de-Fonds, depuis 2009; Maya Graf, agricultrice bio et conseillère nationale, Sissach, depuis 2009; Bruno Gurtner, économiste, Berne, depuis 2008; Ma-

rianne Hochuli, historienne, Zurich, depuis 2009; Martin Hürzeler, fundraiser BR, Zurich, depuis 2009; Oscar A. Kambly, président du Conseil d'administration de Kambly SA Spécialités de Biscuits Suisses, Trubschachen, depuis 2008; Florianne Koechlin, biologiste, auteure, directrice du Blauen-Institut, Münchenstein, depuis 1996; Maud Krafft, consultante, Lausanne, depuis 2005; Werner Küng, ancien responsable du Département Information et Recherche de fonds SWISSAID, Wabern, depuis 2014; Dr med. Jean Martin-Monod, ancien médecin cantonal, Echandens, depuis 1985; Urs peter Meyer, juriste, Köniz, depuis 1996; Gian L. Nicolay, Dipl. Ing. AGR. ETH, coordinateur FIBL pour l'Afrique, Ardez, depuis 2010; Wendy Peter, agricultrice bio, directrice de Bioforum Schweiz, Willisau, depuis 2010; Chasper Pult, enseignant et producteur culturel, Paspels, depuis 1992; Daniel Roduner, économiste d'entreprise HWV, Bolivie, depuis 2007; Dr Claudine Sauvain, anthropologue, professeure à l'Université de Genève, Genève, depuis 1985; Anne-Marie Saxer-Steinlin, juriste, Service Migration des Églises réformées Berne-Jura-Soleure, Gümligen, depuis 2008; Dr Urs Schwaller, conseiller aux États, juriste, Tafers, depuis 2011; Hansruedi Stadler, juriste et notaire, Altdorf, depuis 2005; Dr Markus Stadler, conseiller des États, consultant, Bürglen, depuis 2011; Jean-Luc Sudan, conseiller en communication, Vessy, depuis 2006; Angela Tognetti, agriculture bio, Bellinzona, depuis 2005; Felix Wirz, directeur de Ecopolitics, Berne, depuis 2012.

Comité du Conseil de fondation de SWISSAID

Dr rer. pol. Rudolf Rechsteiner, économiste, président de SWISSAID, Bâle, depuis 2008; Dieter Achnich, économiste, Zurich, depuis 2003; Dr Walter Egli, vice-président de SWISSAID, historien et ancien co-directeur du NADEL, EPFZ, Zurich, depuis 2005; Erica Hennequin, enseignante, Députée au Parlement jurassien, Courgenay, depuis 2014; Bastienne Joerchel Anhorn, économiste, Renens, depuis 2012; Dr phil. nat. Thomas Kohler, directeur associé du Centre for Development and Environment, Université de Berne, Rüfenacht, depuis 2010; Ruth Rauch, lic. rer. pol., coach et conseillère en développement organisationnel, Berne, depuis 2004; Marianne Roth, conseillère en communication interculturelle, conseillère RP, Zurich, depuis 2009; Carlo Sommaruga, juriste et conseiller national GE, Genève, depuis 2010.

Comité directeur de SWISSAID

Caroline Morel, ethnologue, directrice; Jeremias Blaser, Dr en science politique Lausanne, Département coopération au développement; Monika Uhlmann, économiste d'entreprise, Département Finances & Logistique; Jon Andrea Florin, lic.phil.I, Département Information & Recherche de fonds; Catherine Morand, juriste, journaliste, Antenne romande.

Vous trouverez plus d'informations concernant ces différentes personnes sur leurs sites Internet.

Comment garantir l'efficacité de la coopération au développement ?

Un exemple simple considéré comme exemplaire qui illustre la manière dont SWISSAID garantit l'efficacité de la coopération au développement.



Jeremias Blaser,
responsable du Département
Coopération au développement

En raison du manque d'eau potable, du lait en poudre a été utilisé pour baliser un terrain de football. Des aliments ont été vendus sur les marchés locaux au lieu d'être distribués à des réfugiés victimes de conflits. Dans un même village, plusieurs systèmes identiques de traitement de l'eau ont été installés, parce que les organisations d'aide au développement en présence ont omis de se concerter au préalable. Ces exemples de projets de développement ratés donnent à réfléchir. Même si ces cas ne sont pas issus de la pratique de SWISSAID sur le terrain, notre organisation de coopération au développement est tout de même confrontée à la question suivante : comment assurer que les ressources financières mises à disposition permettent de réellement réduire la pauvreté dans les pays du Sud ?

La méthode SWISSAID

L'accent est mis sur la preuve d'efficacité des projets de coopération au développement. Ces dernières années, SWISSAID a élaboré des méthodes destinées à évaluer objectivement si les objectifs des projets ont réellement été atteints. Ces méthodes se fondent sur une chaîne de causalité établie à partir de 3 questions :

1. Quel changement positif ou effet (outcome – OC) doit-on pouvoir observer à la fin d'un projet ?
2. Quelles activités (outputs – OP) doivent être menées pour obtenir le changement souhaité ?

3. Quels moyens (inputs – I) sont nécessaires pour réaliser les activités prévues ?

L'exemple de la région de Xitole en Guinée-Bissau, petit pays ouest-africain, illustre parfaitement comment il s'agit d'établir concrètement cette preuve d'efficacité.

Les faits : dans la région de Xitole, 85% de la population dépend de l'agriculture. La terre est fertile et les réserves d'eau importantes. Pourtant, ni le volume des récoltes, ni les revenus ne suffisent pour nourrir de façon équilibrée une famille de paysans, envoyer les enfants à l'école ou payer les soins médicaux.

Analyse du problème : avant de chercher des solutions, on procède à une analyse du problème de développement à résoudre. A Xitole, les paysans ont examiné avec les collaborateurs et collaboratrices de SWISSAID sur place les raisons pour lesquelles les sommes d'argent à disposition suffisent rarement en fin de mois à couvrir les besoins les plus élémentaires.

Concrètement, on a noté le nombre de tonnes de légumes récoltés et le montant des revenus dégagés avant le début du projet. SWISSAID a ensuite défini une « baseline », une référence, servant à vérifier régulièrement la production et les revenus.

Outcome : 15% de récolte en plus

L'objectif : un projet de SWISSAID ambitionnait d'accroître la production et de parvenir à des revenus plus élevés. En l'espace de 18

mois, le but était d'augmenter les rendements agricoles de 7,1 à 8,3 tonnes par hectare.

Formulation de l'objectif : l'objectif et le résultat obtenu doivent être formulés avec précision. A la fin du projet, on peut ainsi mesurer avec exactitude si le résultat a été obtenu ou non. Dans le cas d'une formulation plus floue, telle que « de meilleures conditions de vie pour les paysans de Xitole », cette vérification aurait été difficile, car le terme « conditions de vie » reste vague. Par ailleurs, les causes d'une amélioration peuvent être très diverses et n'avoir aucun rapport avec les activités de SWISSAID. La formulation de l'objectif est étroitement liée à l'analyse du problème.

Chaîne de solutions : il s'agit d'élaborer des solutions aussi polyvalentes que possible, car les causes du problème de développement peuvent être très diverses. Dans le cas de Xitole, c'est l'introduction de l'agriculture biologique qui a été retenue.

- Celle-ci devait amorcer le processus suivant : l'adoption de méthodes de culture écologiques améliore la fertilité des sols.
- Des sols fertiles protègent durablement de l'érosion liée au climat.
- Cette évolution accroît sur le long terme les quantités produites.
- Des excédents peuvent être vendus.
- Des revenus supplémentaires sont réalisés.



Umaro Djalo, directeur de notre organisation partenaire à Xitole, explique les bienfaits des cultures mixtes – ici maïs et manioc.

Mesurabilité : pour savoir si un objectif a été atteint, il faut d'abord le « rendre mesurable ».

Pour ce faire, les paramètres suivants ont été définis à Xitole :

- Quels sont les rendements agricoles mesurés ?
- Sur quelle surface pratique-t-on l'agriculture biologique ?
- Quel est l'intervalle de temps ?
- Définit-on les recettes comme revenus bruts ou nets ?
- Intègre-t-on seulement les revenus monétaires ou aussi les revenus non monétaires ?
- Mesure-t-on les revenus par personne ou par foyer ?

A Xitole, l'objectif suivant a été fixé : grâce à des méthodes de culture agroécologiques, l'accroissement de production tel que mentionné plus haut, fixé à 8,3 tonnes de racines, de tubercules et de riz par hectare, doit être atteint.

Output: définir les conditions

Activités : à présent, des liens de causalité plausibles doivent être établis entre les activités et les objectifs du projet. Et c'est là que réside le véritable art de la formulation. Que faut-il réaliser en 18 mois pour pouvoir produire durablement 8,3 tonnes par hectare ?

- Les familles de paysans ont besoin d'eau pour irriguer leurs champs ; il faut donc construire des puits et installer des systèmes d'irrigation.
- Pour pratiquer l'agriculture écologique, les paysans doivent apprendre certaines tech-

niques ; un échange de connaissances doit avoir lieu entre les paysans et les agronomes.

- Les paysans doivent former des groupes, car chacun ne peut pas construire son propre puits ni mener des entretiens individuels avec un agronome ; il faut développer des capacités pour que les paysans puissent s'organiser eux-mêmes et créer les structures correspondantes ; les paysans doivent également être en mesure de rédiger des statuts, d'effectuer des élections et de tenir une comptabilité simple.
- Pour pouvoir cultiver, les paysans ont besoin de semences qui doivent être achetées et distribuées.

Input

Changements concrets : ici, nous partons de l'hypothèse plausible que les paysans s'organisent, qu'ils achètent des semences avec notre aide, qu'ils irriguent leurs parcelles, qu'ils acquièrent des connaissances agroécologiques et les mettent en œuvre dans leurs champs, ce qui se traduit par un accroissement de la productivité.

Pour que cette chaîne de causalité devienne réalité, il faut des moyens financiers adéquats. En effet, les systèmes d'irrigation coûtent de l'argent, les agronomes ne travaillent pas gratuitement et les semences ont un prix. Le coût de chaque activité est répertorié dans un budget. Dès que ce dernier est achevé, la chaîne de causalité est complète : input (budget) – output (activités) – outcome (effet).

Le travail de SWISSAID

De telles chaînes de causalité et d'autres du même type sont la norme dans les projets de SWISSAID. Elles nous permettent de suivre chaque projet de façon très précise et sur 3 niveaux.

- Au niveau du budget (I), nous pouvons vérifier si le cadre financier est respecté, si les dépenses pour une activité qui avait été planifiée ont été effectuées, et si le calendrier prévu est observé.
- Au niveau des activités (OP), nous pouvons vérifier si elles sont menées à bien dans les délais et si elles sont conformes à nos exigences de qualité.
- Au niveau de l'effet (OC), nous pouvons mesurer si un changement a réellement eu lieu et, si c'est le cas, dans quelle mesure il peut être attribué à des activités spécifiques du projet.

Nous mettons l'accent sur l'effet. Notre objectif est de produire des changements qui réduisent durablement la pauvreté.

A Xitole, nous pouvons être fiers des paysans et de nos collaborateurs et collaboratrices. En 2014, à la fin du projet, les données correspondantes ont été relevées. L'objectif était d'obtenir 8,3 tonnes de légumes par hectare et par année. Dans les faits, la production a été de 10,9 tonnes par hectare et par année. Une belle réussite !

En bref: SWISSAID – Aider avec courage

SWISSAID est une fondation libre de toute appartenance politique et confessionnelle. Son siège est situé à Berne et elle dispose d'un bureau à Lausanne. Depuis 1948, SWISSAID s'engage en faveur des populations défavorisées du Sud, dans les régions rurales, là où aucune autre organisation ne défend leurs intérêts.

SWISSAID lutte pour le droit de chacun à vivre sans connaître la faim, la précarité ou l'oppression. L'injustice et la pauvreté ne sont pas des fatalités. Nous entendons améliorer les conditions d'existence dans les pays du Sud et estimons nécessaire de faire évoluer la société dans les pays du Nord.

Outre la réalisation de projets d'aide au développement dans les pays du Sud, nous menons en Suisse un travail de plaidoyer politique pour faire valoir les intérêts des populations des pays du Sud. Nous nous appuyons pour cela sur le savoir-faire, l'expérience et les besoins de nos partenaires dans les neuf pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine où nous sommes actifs.*

Notre mode de travail

SWISSAID soutient les initiatives émanant de populations défavorisées et travaille en collabo-

ration avec des organisations de la société civile. Nous soutenons nos partenaires sur le plan institutionnel, ce qui leur permet d'accéder à l'autonomie et, ainsi, de participer à la vie économique, sociale et politique. Nous ne craignons ni les conflits avec les sociétés transnationales, ni les grands propriétaires fonciers, ni d'autres acteurs qui recourent à des méthodes qui détruisent l'environnement. Nous poursuivons toujours le même but : apporter aux populations locales qui en ont besoin le courage et les compétences nécessaires pour prendre leur destin en main.

SWISSAID n'envoie pas d'expatriés sur le terrain, mais valorise les compétences locales. Cela permet aux projets de mieux s'ancrer dans le contexte local, favorise l'acquisition d'expérience et contribue à la création d'emplois dans les pays du Sud. Cela concourt également à diminuer les frais liés au suivi des programmes et à investir davantage dans les projets d'aide eux-mêmes.

Nous sommes convaincus que des synergies avec d'autres organisations nous permettront d'atteindre nos objectifs au Nord comme au Sud. C'est pourquoi nous sommes membres d'Alliance Sud, la Communauté de travail des

oeuvres d'entraide qui regroupe, outre SWISSAID, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et l'Entraide protestante (EPER).

Mandat des instances de direction

Les membres du Conseil de fondation sont élus pour un mandat de quatre ans renouvelable. Les membres du Comité du Conseil de fondation sont élus pour un mandat de quatre ans renouvelable deux fois. Des mandats plus longs peuvent néanmoins être convenus dans des cas particuliers.

* Pour en savoir plus sur les objectifs atteints au cours de l'année dernière dans chacun des pays où SWISSAID soutient des projets, nous vous renvoyons aux pages 5 à 13.

Annexes aux comptes annuels

1. Principes généraux de présentation des comptes

La présentation des comptes est conforme aux recommandations relatives à la présentation des comptes SWISS GAAP RPC 21/RPC au Code suisse des obligations, aux dispositions du ZEWO (service spécialisé des organisations d'utilité publique collectant des dons) ainsi qu'aux statuts de la fondation. L'exercice comptable a été réalisé en tenant compte du principe du solde brut, en indiquant les gains et les pertes directement dans le compte d'exploitation.

2. Périmètre de consolidation

Les comptes des bureaux de coordination en charge de la mise en œuvre des programmes au Sud sont intégrés au présent rapport annuel, tout comme les comptes de l'association SWISSAID Genève. SWISSAID ne dispose pas de filiale ou d'institution partenaire sur lesquelles elle exerce une influence prépondérante.

3. Organisations proches

Les organisations et institutions suivantes sont proches de SWISSAID : Alliance Sud (Communauté de travail des œuvres d'entraide SWISSAID, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et EPER), Association SWISSAID Genève, Fondation Max Havelaar, Groupe suisse de travail sur le génie génétique (SAG) ainsi que StopOGM. Alliance Sud reçoit contractuellement 378 600 francs sur le budget annuel. En ce qui concerne les autres organisations, SWISSAID est représentée au sein de leur comité, sans pour autant leur octroyer de contribution financière. Le soutien en nature de la part de tiers à SWISSAID est une part accessoire du résultat total, et de ce fait, n'apparaît pas dans le décompte.

Annexe aux comptes annuels

4. Principes d'établissement du bilan et d'évaluation

Titres : valeur du marché à la date du bilan

Devises étrangères : cours de devises à la date du bilan

Prêts, créances et promesses de financement : valeur nominale

Participation : valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements nécessaires

Immobilier en Suisse : valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés.

Les terrains ne sont pas amortis. Durée d'utilisation : 40 ans

Immobilier à l'étranger : valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés.

Durée d'utilisation : 25 ans

Mobilier, machines et installations : valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés.

Durée d'utilisation : mobilier 10 ans, installations informatiques 3 ans, machines 3 à 6 ans.

Seuil d'activation : CHF 3000 (installations informatiques CHF 1000)

5. Explications relatives au bilan

5.1 Liquidités	31.12.2014	31.12.2013
Caisses / Postfinance / Banques en Suisse	10 960 238	11 267 841
Banques à l'étranger	472 606	308 652
Total liquidités	11 432 844	11 576 493

5.2 Titres	Valeur marchande 2014	Valeur marchande 2013
Obligations	13 277 925	10 769 987
Actions	6 384 218	7 548 548
Total titres	19 662 143	18 318 535

5.3 Créances et promesses de financement	31.12.2014	31.12.2013
Avoir impôt anticipé	44 599	9 816
Avoir sur livraisons	12 573	22 464
Promesse de contribution de la Chaîne du Bonheur	197 444	197 444
Promesse de contribution du Consortium eau	682 054	0
Prêts à des collaborateurs	57 057	80 093
Total créances et promesses de financement	993 727	309 817

5.4 Prêts	31.12.2014	31.12.2013
Claro fair trade AG	250 100	250 100
Total prêts	250 100	250 100

5.5 Participation à la valeur nominale	31.12.2014	31.12.2013
Actions nominatives Claro fair trade AG	92 272	92 272
Titres de participation Fonds international de Garantie, Genève	96 000	96 000
Remei AG	10 000	10 000
Actions à droit de vote simple Banque Alternative Suisse (BAS)	20 000	20 000
Total participations	218 272	218 272

Il existe un passif éventuel dans la part des USD 6000 des titres de participation au Fonds International de Garantie, Genève (FIG). Ces titres servent de garantie à une ancienne organisation partenaire (ADIM) au Nicaragua pour un prêt de USD 70 000 auprès d'une banque locale.

5.6 Aperçu des immobilisations corporelles	Equipements et installations	Terrains et cons- tructions en Suisse	Immeubles à l'étranger
Valeurs d'acquisition au 1.1.2014	451 278	1 040 000	603 006
Investissements 2014	142 599	0	0
Correction des amortissements 2014	-36 934	0	-85 999
Valeurs d'acquisition au 31.12.2014	556 942	1 040 000	517 007
Cumul des amortissements au 1.1.2014	198 929	250 484	365 915
Amortissements 2014	98 564	22 074	20 679
Correction des amortissements 2014	-36 934	0	-85 999
Amortissements au 31.12.2014	260 558	272 558	300 595
Immobilisations corporelles nettes au 31.12.2014	296 384	767 442	216 412
Valeur de l'assurance incendie	775 000	1 600 000	

Annexe aux comptes annuels

5.7 Fonds étrangers à court terme

Capital engagé dans les projets des programmes au Sud: en règle générale, les projets en cours se basent sur des contrats de coopération avec les organisations partenaires. Nous renonçons à présenter séparément les engagements contractés à court et à long terme au titre de projets. SWISSAID se base pour la réalisation des projets sur les besoins des organisations partenaires. Le moment de l'utilisation des fonds ne peut donc être défini avec précision. En général, les projets sont mis en œuvre en un à deux ans.

Pays	Engagements 1.1.2014	Projets approuvés 2014	Fonds dépensés pour projets 2014	Fonds libérés provenant de dé- comptes de projets	Engagements 31.12.2014
Inde	2 315 563	1 439 359	1 131 888	325 133	2 297 901
Myanmar	1 550 485	1 235 662	949 395	99 877	1 736 875
Tchad	1 289 734	1 199 814	946 108	326 116	1 217 324
Niger	2 407 372	2 877 307	1 261 157	222 590	3 800 932
Guinée-Bissau	1 147 035	1 159 179	1 268 427	73 309	964 478
Tanzanie	968 268	796 921	777 996	78 878	908 315
Afrique	150 929	0	11 952	81 715	57 262
Nicaragua	1 714 603	1 364 523	1 291 272	56 103	1 731 751
Colombie	2 260 548	1 460 501	1 229 491	290 146	2 201 412
Equateur	2 159 582	1 349 035	1 311 617	293 644	1 903 356
Total engagements à l'étranger	15 964 119	12 882 301	10 179 303	1 847 511	16 819 606
Liquidation des provisions conf. à 5.8.		-57 640			
Total projets à l'étranger		12 824 661			

5.8 Tableau des provisions

	Situation au 1.1.2014	Diminutions 2014	Augmentations 2014	Situation au 31.12.2014
Provision pour projets non comptabilisés à l'étranger	59 183	58 769	1 129	1 543
Provision pour obligations liées au personnel	104 304	0	7 105	111 409
Autres provisions	0		45 100	45 100
Total provisions	163 487	58 769	53 334	158 052

5.9 Réserve de fluctuation, titres et devises

Le niveau minimal visé dépend des dispositions du règlement interne et est entièrement cumulé.

6. Indemnités des instances de direction

Défraiement de la présidence du Comité du Conseil de fondation (SRA):

Défraiement du président: forfait de CHF 6000 par année

Défraiement du vice-président: forfait de CHF 2000 par année

Rémunération de la direction: coût total des salaires de la direction (5 pers.) CHF 696 615 par année

Jetons de présence SRA: demi-journée de réunion CHF 200, journée entière de réunion CHF 300

Frais en Suisse et à l'étranger: les frais sont remboursés sur la base de justificatifs.

Total des défraiements du SRA: CHF 18 735 (défraiements, jetons de présence, frais, déduction faite des dons) pour 2014

Dont défraiement du président: CHF 6500 (défraiements, jetons de présence, frais, déduction faite des dons) pour 2014

7. Explications au sujet du compte d'exploitation

7.1 Contributions affectées à des projets définis

La justification de l'utilisation des fonds s'effectue dans le cadre de la comptabilité des projets et fait l'objet d'une révision.

	2014	2013
Contributions des communes à des projets définis	208 200	134 150
Contributions des cantons et fonds de loteries à des projets définis	213 800	396 507
Contributions des fondations à des projets définis	527 487	801 520
Contributions de paroisses, personnes privées et PME à des projets définis	622 135	499 115
Fonds récoltés dans les pays du Sud	317 305	265 360
Autres contributions aux projets	552 399	480 888
Total dons affectés à des projets définis	2 441 326	2 577 540

7.2 Autres produits d'exploitation	2014	2013
Vente de matériel et d'articles cadeaux	94 483	75 777
Honoraires	12 800	16 007
Partage des coûts avec d'autres organisations	56 000	0
Autres produits divers	153	174
Total autres produits d'exploitation	163 436	91 957

7.3 Frais administratifs	Suivi des programmes au Sud	Suivi des programmes en Suisse	Administration
Frais de déplacement et de représentation	84 398	65 485	52 893
Frais de matériel	6 824	11 282	112 991
Frais d'entretien	13 579	107 442	347 881
Amortissements	0	0	70 305
Total frais administratifs	104 801	184 209	584 070

7.4 Résultat financier	2014	2013
Gains réalisés et plus-values boursières actions / fonds	140 188	497 188
Gains réalisés et plus-values boursières obligations	93 534	162 446
Gains réalisés liquidités	40 682	59 065
Gains et plus-values boursières non réalisés	714 097	331 844
Gains et plus-values boursières obligations non réalisés	389 405	-205 188
Plus-value des devises étrangères	-20 512	-73 650
Honoraires gestion des biens et frais de dépôt	-93 050	-88 205
Frais bancaires et taxes sur les transactions	-75 316	-108 197
Total résultat financier	1 189 029	575 303

7.5 Décompte lié au bien foncier	2014	2013
Dépense liée au bien foncier Jubiläumsstrasse	-8 011	-9 306
Produit lié au bien foncier Jubiläumsstrasse	78 408	81 888
Résultat étranger à l'entreprise	70 397	72 582

7.6 Autres produits imputables à une autre période comptable	2014
Ville de Berne, remboursement taxe sur les ordures ménagères 2007-2010	332
AXA Winterthur, participation aux excédents assurance accidents 2011-2013	1 910
AXA Winterthur, participation aux excédents assurance collective accidents 2009-2013	6 591
AVS/OFEV, remboursement de la taxe sur le CO ₂ 2012	1 418
Résultat étranger à l'entreprise	10 250

7.7 Fonds libérés provenant des décomptes de projets

En raison du renouvellement de la certification ZEWO en 2014, les fonds libérés provenant des décomptes de projets sont désormais comptabilisés parmi les réductions de charges.

8. Explications relatives au tableau de variation du capital

La répartition des fonds se base sur le règlement des fonds des Swiss GAAP RPC. Les obligations pour les projets de développement diminuent le fonds programme SWISSAID. Conformément aux directives de la DDC, le fonds DDC affecté à des projets est inscrit séparément. Les réserves de fluctuations minimales sur les cours ont été couvertes. Dans le cadre du renouvellement de la certification ZEWO en 2014, la présentation a été adaptée.

9. Explications relatives au tableau des flux de trésorerie

Sont considérés comme fonds les liquidités et les titres constituant une réserve de liquidités.

10. Analyse des risques

Le Comité directeur réalise périodiquement une analyse des risques. Les mesures à prendre qui en découlent sont ensuite discutées avec le Comité du Conseil de fondation et mises en œuvre.

11. Fonds pour le Tiers Monde

Dans le « Fonds pour le Tiers Monde », les fonds de tiers pour les projets sont administrés fiduciairement.

12. Fonds DDC

La contribution aux programmes de la DDC non encore utilisée apparaît dans les comptes annuels 2014. La date du calcul est fixée au 31.12 de l'année en question.

Un immense merci à vous!

Nous remercions très chaleureusement tous nos donateurs et donatrices pour leur généreux soutien en 2014. Votre engagement et votre solidarité nous permettent de venir en aide aux plus démunis dans les pays du Sud.

En plus du soutien de nos nombreux donateurs privés, nous avons la chance de pouvoir bénéficier de l'appui d'entreprises qui nous fournissent leurs services à tarif préférentiel ou gratuitement. Nous pouvons également compter sur de nombreuses institutions, cantons, communes, paroisses et groupes de travail.

Nous remercions particulièrement:

La Direction du développement et de la coopération (DDC), la Fédération genevoise de coopération (FGC) et la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO)

Les cantons: Argovie, Bâle-Ville, Berne, Grisons, Obwald, Thurgovie, Schaffhouse et Schwyz

Les entreprises et fondations: Ammann AG, Fondation Audemars Piguet, Banque nationale suisse, René und Susanne Braginsky Stiftung, Client Systems AG, Cimbria Foundation, Charisma-Stiftung für nachhaltige Entwicklung, Corea Stiftung, Corrado Stiftung, Stiftung Corymbo, Dorave Stiftung, Stiftung Drittes Millennium, Educasa Stiftung, Fédération des coopératives Migros, Georg Fischer Jubiläumsstiftung, Fontes Stiftung, Fondation Gertrude Hirzel, Kambly Fonds, Julius Bär Stiftung, Link Institut, Fondation Ernest Matthey, Pehiba Stiftung, Pfisterbau AG, St. Anna Stiftung, Stiftung Salud y Vida, Theres Schädler Stiftung, Selectchemie AG, Stiftung Temperatio, Stiftung zur Förderung

der Trinkwasserqualität, Victorinox AG, Von Duhn Stiftung et Valüna Stiftung

Les villes et communes: Berne, Cressier (FR), Düringen, Küsnacht, Frauenfeld, Maur, Mettmenstetten, Neuchâtel, Rüschlikon, Soleure, Zollikon et Zurich

Les paroisses et associations: paroisses d'Uster, Sarnen et Kloten ainsi que les groupes de travail de Rümlang et Sursee

Nous remercions également chaleureusement les personnes privées et les institutions qui ne figurent pas ici par manque de place ou parce qu'elles n'ont pas souhaité être mentionnées.



Le marché de Contubuel en Guinée-Bissau offre de tout, y compris pour les bourses les plus modestes.